

ALORS QUE LES SYNDICALISTES PARLENT D'UN DÉNOUEMENT IMMINENT À BOUIRA

Les établissements scolaires toujours paralysés

Finally, après près de trois semaines, la grève dans le secteur de l'éducation à laquelle avaient appelé plusieurs syndicats autonomes dont le Cnapest et l'Unpef, sera suspendue à partir de la semaine prochaine.

Ceci, bien sûr, si l'on se fie aux déclarations de certains représentants du Cnapest, et ce mercredi selon certains autres syndicalistes. En attendant l'annonce officielle de la reprise des cours par les syndicats, les enseignants grévistes poursuivent leur mouvement et les établissements scolaires des trois paliers au niveau de la wilaya de Bouira sont toujours paralysés.

Cela étant, et d'après certains représentants du Cnapest, la rencontre de ce lundi a été déterminante puisque les points de discorde ont été levés. Ainsi en est-il des points relatifs aux primes et indemnités, et le régime indemnitaire.

A ce sujet, et d'après ces représentants, le ministère de l'Education a finalement

accédé aux doléances des syndicats en leur concédant enfin le principe du gel de la fameuse circulaire qui octroyait la gestion des œuvres sociales au seul syndicat UGTA.

Le Cnapest a eu gain de cause sur ce plan-là. En outre, et concernant les primes, le principe de les revoir avec effet rétroactif à partir du 1^{er} janvier 2008 a été accepté, ainsi que l'installation d'une commission qui se pencherait sur le régime indemnitaire avec la condition d'inclure un représentant du ministère des Finances ainsi que la nécessité de rendre ses conclusions avant le 31 décembre 2009. En outre, concernant la médecine du travail, les syndicats ont tenu, outre l'application des textes et autres circulaires

relatifs à ce volet, à d'autres points, notamment celui de construire un grand hôpital de l'ampleur de Aïn Naâdja et qui sera baptisé «Hôpital des enseignants».

Enfin, et sur les autres points dont celui relatif aux contractuels, les grévistes ont eu l'engagement du ministre de l'Education de surseoir aux exigences d'un mastère et l'acceptation pour les contractuels de concourir avec la licence.

En tout état de cause, et après cette entrevue, selon un syndicaliste du Cnapest, si au niveau de l'Unpef, le principe du gel de la grève a été pris au niveau national, pour le Cnapest, les conseils locaux sont souverains et c'est à partir de ce principe que des conseils de wilaya sont organisés aujourd'hui avant de convoquer des assemblées générales afin d'expliquer aux enseignants les dernières décisions et engagements pris par le

ministre et voir la réaction de la base. C'est à partir de ces décisions de base que sera décidé l'avenir de ce mouvement de grève, dimanche prochain, lors d'un conseil national du Cnapest. En attendant, selon notre interlocuteur, la grève se poursuit naturellement. Par ailleurs, rappelons qu'avant-hier, le directeur de l'éducation a organisé un point de presse dans lequel il était question d'expliquer les dernières décisions prises par le ministre de l'Education.

Un appel du pied a été fait par le DE à l'endroit des enseignants mais également des parents d'élèves ainsi que la presse, afin de sensibiliser tout le monde sur la nécessité de reprendre le travail en considérant les dernières décisions du ministère comme étant un grand acquis pour la famille de l'éducation.

Y. Y.

UN VENT DE CONTESTATION PARALYSE DES SECTEURS

Sidi-Bel-Abbès sous l'emprise des grèves

Sidi-Bel-Abbès est secouée par des grèves qu'observent les étudiants du département de chirurgie dentaire depuis lundi dernier, les médecins généralistes de santé publique depuis mardi dernier, du secteur de l'éducation depuis plus d'une quinzaine de jours alors que le syndicat algérien des paramédicaux repousse à 15 jours le mouvement de contestation.

Une décision prise à l'issue de la réunion qui s'est tenue à Alger entre le syndicat des paramédicaux et le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière.

La contestation des étudiants de 2^e,

3^e et 4^e année de département de chirurgie dentaire prévaut depuis la rentrée universitaire et s'est illustrée par des sit-in, il y a quelques jours, devant le CHU Hassan-Abdelkader et par une grève illimitée entamée dans la journée de lundi dernier. La principale revendication concerne le manque d'enseignants qui porte préjudice au cursus de l'étudiant. Les médecins généralistes de santé publique ont, à leur tour, entamé, mardi dernier, un mouvement de grève pour des revendications socioprofessionnelles. Les centres de santé étaient paralysés mais le service minimum était assuré à travers la wilaya. Dans le secteur de

l'éducation, le taux de suivi de la grève a largement dépassé les 97% dans les lycées, collèges et établissements du primaire. Les parents restent inquiets devant ces vacances «forcées» qui ne peuvent que nuire au parcours scolaire de leurs enfants, notamment ceux qui doivent affronter les épreuves du BEM, du bac et de l'examen de 5^e année dans quelques mois. Malgré les accords de principe entre le ministère de l'Education et les différents syndicats, ces derniers veulent plus d'assurances pour reprendre les cours. En attendant, Sidi-Bel-Abbès, à moitié paralysée, tente de surmonter ses difficultés.

A. M.

MOSTAGANEM

De l'eau pour tous

Dans le cadre des prérogatives lancées par le gouvernement, la direction de l'Algérienne des eaux de l'unité de Mostaganem est chargée d'assurer pour toute la wilaya la disponibilité de l'eau potable à travers la prise en charge des activités de gestion des opérations de production, de traitement, de stockage, d'adduction, de distribution de l'eau, de transport et de maintenance.

Ainsi, le directeur de l'ADE de l'unité de Mostaganem ne ménage aucun effort pour que ce précieux liquide ne manque pas dans les 28 communes qui sont desservies en eau potable tous les jours. 24 communes sont approvisionnées en gestion

directe et 4 autres sont livrées en gros. La dotation moyenne par habitant est de 160l/j. Avec la mise en service du MAO, dès le début du mois prochain, Mostaganem recevra à peu près 75 000 m³/jour.

Les services techniques de l'ADE ont installé l'année

dernière 12 000 compteurs pour 75 200 abonnés, et cette année 5 400 autres ont été branchés. De jour comme de nuit, le personnel de l'ADE se sacrifie même les week-ends et les jours fériés pour que la population ne manque pas d'eau. Cette année, 763 interventions ont été réalisées (sachant que le coût d'une réparation est estimée à 12 000 DA) sur le terrain pour réparer les fuites et remplacer les tubes défectueux. Des «détecteurs» de fuite

sillonnent chaque jour les rues et les équipes de l'anti-fraude veillent au grain. La créance des abonnés est estimée à fin octobre à 71 milliards de centimes dont une bonne partie sera réglée la fin de l'année par les collectivités locales. Les services de l'ADE ont réceptionné grâce à un concours louable de la wilaya un local qui a été aménagé et transformé en laboratoire de la qualité de l'eau.

A. Bensadok

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE LA WILAYA DE KHENCHELA

Le wali implique les APC et les directeurs de l'exécutif

Dans une initiative singulière coïncidant avec plus d'une centaine d'opérations d'équipements, de projets et d'investissement programmées durant l'année 2009 dont certains sont en voie d'achèvement, le wali de Khenchela, Mabrouk Beliouz, a pris le soin d'organiser comme d'habitude des sorties sur le terrain avec les acteurs de tous les secteurs pour mettre l'accent sur tous les points d'ordre de travail afin de concrétiser les projets et rattraper les retards enregistrés. Le wali a souligné que l'Etat a débloqué des enveloppes colossales pour le développement de la wilaya et que des efforts considérables ont été consentis durant les années précédentes.

L'image de la wilaya a complètement changé mais d'énormes progrès restent à déployer pour être au service du citoyen et s'occuper de ses préoccupations tout en demandant aux directeurs de l'exécutif de s'occuper des vrais problèmes du citoyen et de suivre le développement. Que chacun assume ses responsabilités tout en impliquant les APC à injecter l'argent de l'Etat là où il faut. Il a appelé aussi à plus de rigueur dans les dépenses et que les intérêts du citoyens doivent être défendus. Le premier responsable de l'exécutif a ouvert le dialogue avec les citoyens et a pu écouter tous les points soulevés lors de son passage dans tous les quartiers en trouvant des solutions immédiates à toutes les revendications tout en demandant aux citoyens de veiller à leur bien, de s'organiser et de protéger toutes les réalisations qui sont les leurs. Le wali a évoqué aussi que la wilaya a été scindé en 8 zones pour permettre à tous les secteurs impliqués dans le développement de veiller au bon déroulement des différentes opérations programmées. Un autre projet qui vient de faire la joie de tous les citoyens de la ville de Khenchela, le grand boulevard au double sens balayant les quatre coins du chef-lieu de la wilaya ce qui permettra d'apaiser la tension sur les quartiers de la ville et d'éviter les embouteillages.

Benzaïm Abdelouhab

Les services hospitaliers de Aïn Touila pointés du doigt

Les médecins et le personnel exerçant au niveau des urgences de l'établissement hospitalier Ali-Boushaba, sis au chef-lieu de la wilaya, déplorent le comportement des services hospitaliers de certaines communes de la wilaya, à l'image de celle de Aïn Touila, qui procèdent à des évacuations de malades, alors que normalement ceux-ci doivent être pris en charge sur place vu que les urgences de l'hôpital Ali-Boushaba sont surchargées. Les médecins que nous avons rencontrés affirment que ces malades transférés sont livrés à eux-mêmes, et que les assistants et les ambulances rebroussement chemin sitôt le patient arrivé sur les lieux.

De plus, ces citoyens sont évacués sans que les premiers soins ne soient donnés. Ces mêmes médecins nous ont fait savoir qu'un malade atteint de brûlures au 2^e degré, provoqués par l'explosion d'une bonbonne de gaz butane a été transféré dans une situation critique, n'ayant même pas eu les premiers soins alors qu'il devait être transféré vers l'hôpital de Chechar, selon le médecin de garde. Les infirmiers, eux, appellent tous les services hospitaliers de prendre leurs responsabilités et de se mettre aux services des malades avec les moyens nécessaires pour une bonne prise en charge, et interpellent le wali pour mettre fin à cette anarchie.

B. A.